



JUILLET
2021



Le SPD entre réorientations programmatisques et permanence politique ?

Comité d'études
des relations
franco-allemandes
(Cerfa)

Étienne DUBSLAFF

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du *Frankreich-Referat* de l'*Auswärtiges Amt*.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0377-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : Olaf Scholz, membre des sociaux-démocrates s'exprime lors de la conférence du parti à Berlin. 17 décembre 2017.

© Photocosmos1/Shutterstock.com.

Comment citer cette publication :

Étienne Dubslaff, « Le SPD entre réorientations programmatiques et permanence politique ? », *Notes du Cerfa*, n° 164, Ifri, juillet 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Normalien agrégé d'allemand, **Étienne Dubsloff** est maître de conférences en études germaniques à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et membre du CREG (EA 4151). Récemment, il a publié entre autres la monographie *Oser plus de social-démocratie. La recreation et l'établissement du Parti social-démocrate en RDA*, chez Peter Lang (coll. Zivilisationen und Geschichte), codirigé avec Paul Maurice et Maude Williams la publication de *Fraternisations franco-allemandes en temps de guerre. Perspectives interdisciplinaires sur les fraternisations lors des conflits franco-allemands contemporains (1799-1945)* chez Steiner (coll. Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees) et également codirigé avec Hans Stark et Jérôme Vaillant le dossier « L'Allemagne, trente ans après son unification » dans *Allemagne d'aujourd'hui* n° 232 (2/2020).

Résumé

Le SPD traverse une crise majeure depuis plusieurs décennies. Le centrisme qui a fait élire Gerhard Schröder en 1998 et 2002 est vécu par la base électorale traditionnelle du parti comme une trahison. Depuis lors, les sociaux-démocrates tentent de revenir à leurs fondamentaux pour regagner le vote ouvrier au risque de décevoir leurs électeurs postmatérialistes des centres-villes. Aussi le SPD cherche-t-il à complaire aux deux catégories sans pour autant n'en satisfaire aucune. Cette contribution cherche à rendre compte des efforts consentis par le SPD pour reconquérir son électorat et arracher, si possible, la victoire en septembre prochain.

Abstract

Just like most of the European social-democratic parties, the SPD has been going through a major crisis for several decades. Its centrism that got Gerhard Schröder elected in 1998 and 2002 is seen as a betrayal by the party's traditional electoral base. Since then, the Social Democrats have been trying to get back to their basics to win back the working-class vote, at the risk of disappointing its post-materialist inner-city voters. The SPD is therefore trying to please both categories without satisfying either. This contribution seeks to analyze the SPD's efforts to win back its electorate and, if possible, win the election next September.

Sommaire

INTRODUCTION	6
SCHRÖDER, MODERNISATEUR OU FOSSOYEUR DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE ?	7
L'ÉCLATEMENT DU SYSTÈME PARTISAN	10
LE DILEMME DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE	12
LE SPD GARANT DE LA POLITIQUE SOCIALE DU GOUVERNEMENT ?	14
REMANIEMENTS PROGRAMMATIQUES	17
CAMPAGNE ÉLECTORALE ET POSSIBLES COALITIONS	21

Introduction

Voilà bientôt vingt ans que les commentateurs politiques répètent à l’envi, qui pour s’en délecter, qui pour le regretter, que le Parti social-démocrate d’Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands* – SPD) est voué à disparaître à moyen terme¹. À l’instar de bon nombre de partis de centre gauche européens, le SPD est indubitablement en perte de vitesse. Que l’on en juge : depuis 1990, le parti a perdu la moitié de ses membres (419 000 aujourd’hui contre 943 000 alors). En matière de scrutins, la chute est non moins vertigineuse puisqu’entre 1998 et 2017, la moitié de ses électeurs au niveau fédéral lui a fait défaut (40,9 % contre 20,5 %). Difficile, alors qu’il est actuellement crédité de 15 à 17 % d’intentions de vote, de prendre au sérieux sa prétention de conquérir la chancellerie à l’automne 2021. Pour autant, à l’exception des quatre ans passés sur les bancs de l’opposition entre 2009 et 2013, le SPD siège au gouvernement depuis 1998. De plus, il compte toujours sept ministres-présidents et participe par ailleurs à quatre autres gouvernements régionaux. Enfin, le chef de l’État, Frank-Walter Steinmeier, issu de ses rangs, brigue un second mandat. Autrement dit, le SPD demeure – bon gré, mal gré – un facteur de pouvoir, bien que de plus en plus souvent, en tant que variable d’ajustement.

Les politologues s’accordent à dire que, pour conquérir la chancellerie lors des élections législatives fédérales du 26 septembre prochain, le SPD doit réussir à remporter à la fois l’adhésion des « petites gens » et les suffrages des intellectuels citadins, comme il a su le faire au niveau fédéral en 1969 et 1998. Ce n’est pourtant pas une mince affaire, loin de là. Les pages qui suivent sont consacrées aux tentatives qu’entreprennent les sociaux-démocrates pour reconquérir les deux catégories de leur électorat.

Afin d’évaluer les chances de réussite du SPD aux prochaines échéances électorales, nous reviendrons rapidement sur l’ère Schröder, tant elle a été déterminante pour la réorientation vers le centre du parti social-démocrate mais aussi pour la recomposition du système partisan allemand. Nous verrons ensuite comment le parti tâche depuis lors d’enrayer la crise identitaire qui l’accable en développant un programme de plus en plus à gauche. Enfin, nous nous pencherons sur les débuts de la campagne électorale du candidat Olaf Scholz.

1. Dès 1983, le sociologue Ralf Dahrendorf avait jugé qu’en permettant à la société ouest-allemande de se démocratiser, la social-démocratie avait rempli sa mission historique. Cf. T. Meyer, G. Schwan, D. Hirschel *et al.*, « Ein neues Jahrhundert sozialer Demokratie », *Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte*, n° 3/2018, Berlin, 2018, p. 57-62, disponible sur : www.frankfurter-hefte.de.

Schröder, modernisateur ou fossoyeur de la social-démocratie allemande ?

Le dernier triomphe de la social-démocratie allemande remonte à 1998. Le ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Schröder, parvient à ravir la chancellerie au chrétien-démocrate Helmut Kohl qui tient les rênes du pouvoir depuis seize années. Les 40,9 % engrangés par le SPD sanctionnent la victoire du « nouveau centre » (« *Die neue Mitte* ») et viennent durablement accréditer le mantra du candidat heureux, selon lequel « les élections se gagnent au centre ». Tout aussi pragmatique que son homologue britannique Tony Blair, Schröder se propose de faire évoluer la doctrine sociale-démocrate : tandis que, jusqu'à présent, la « justice sociale » (« *Gerechtigkeit* ») servait d'aiguillon, elle est supplantée par le principe directeur de l'équité (« *Chancengleichheit* »)². Assurément, ce tournant néolibéral, que certains commentateurs décèlent déjà chez le chancelier Helmut Schmidt au milieu des années 1970, lui a apporté de précieux soutiens au centre, sans pour autant lui aliéner le vote ouvrier, du moins dans un premier temps³. Deux raisons à cela : d'une part, Schröder est un redoutable candidat et parvient – y compris en 2005 – à mobiliser ses troupes. D'autre part, le président du SPD de l'époque, Oskar Lafontaine, entre dans le gouvernement social-écologiste en tant que ministre de l'Économie et des Finances et se porte garant de ce que les ouvriers et employés subalternes, soit « les petites gens », ne seront pas oubliés. Cette alliance des deux hommes forts de la social-démocratie permet de mobiliser à la fois les électeurs traditionnels, acquis au SPD depuis l'époque où il était un parti ouvrier, et les employés (42 %) et fonctionnaires (30 %) qui supplantent maintenant en nombre les ouvriers (28 %) en son sein⁴.

2. D. Dowe, *Von der Arbeiterpartei zur Volkspartei. Programmentwicklung der deutschen Sozialdemokratie seit dem 19. Jahrhundert*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2007, p. 19 sq. ; L. Funk, « New Economy und die Politik des Modernen Dritten Weges », *APuZ*, n° 16-17, 2001, p. 24-31 ; P. Brandt et D. Lehnert, „Mehr Demokratie wagen“ *Geschichte der Sozialdemokratie. 1830-2010*, Berlin, Dietz, 2013, p. 249 sq.

3. H. Potthoff et S. Miller, *Kleine Geschichte der SPD. 1848-2002*, Bonn, Dietz, 2002, p. 259-261 ; F. Decker, « Die Programmatik der SPD », Bundeszentrale für politische Bildung, 2020, disponible sur : www.bpb.de.

4. Sur la transformation du SPD d'un parti de classe en parti ouvert à toutes les couches de la société (« *Volkspartei* ») au cours du 3^e tiers du XX^e siècle, cf. K. Schönhoven, « Durchbruch zur Volkspartei : Gesellschaftliche Öffnung und innerparteilicher Wandel zwischen 1959 und 1989 », in A. Kruke et M. Woyke (dir.), *Deutsche Sozialdemokratie in Bewegung. 1848-1863 - 2013*, Bonn, Dietz, 2012, p. 222-229 ; T. Grunden, M. Janetzki,

Cette unité vole en éclats le 11 mars 1999 lorsque Lafontaine prend acte des divergences insurmontables qui l'opposent au chancelier et démissionne de tous ses mandats. Dorénavant, la voie est libre pour Schröder.

Au début du nouveau millénaire, l'Allemagne traverse une crise économique qui s'accompagne de la résurgence du chômage de masse⁵. Émerge alors un discours de crise qui fait renaître le spectre des années 1920 et 1930 et qui en appelle à la libéralisation de l'économie. Sommé de redresser la barre, le chancelier choisit la fuite en avant et applique les préceptes de l'ancien directeur du personnel du groupe Volkswagen, Peter Hartz. Les lois dites « Hartz », adoptées entre 2003 et 2005 dans le cadre du programme d'action baptisé « L'Agenda 2010 », visent avant tout à « activer » les chômeurs de longue durée, considérés par là même comme « oisifs » et non comme les premières victimes collatérales des restructurations en Allemagne de l'Est au lendemain de l'Unification nationale ou, plus généralement, des affres de la mondialisation⁶.

Au motif de lutter contre le chômage de masse, « L'Agenda 2010 » développe le secteur des bas revenus (« *Mini-Jobs* », « *1 €-Job* »). Les salaires sont insuffisants, au point que l'État doit bien souvent compléter les revenus de ceux qui sont transformés en travailleurs pauvres. Dans le but de les « activer », les sociaux-démocrates abaissent les droits des chômeurs : au terme d'une année de chômage (ou deux ans pour les plus de 50 ans, depuis 2007), période pendant laquelle l'intéressé touche 60 % de son dernier salaire net (« *Arbeitslosengeld I* »), il tombe sous le coup de ce qu'il est convenu d'appeler « Hartz IV » et qui, depuis lors, fait figure de repoussoir pour tous les déçus de la social-démocratie allemande. Indépendamment des cotisations versées tout au long de sa vie professionnelle, le chômeur de longue durée touche une somme forfaitaire d'actuellement 446 € maximum à laquelle s'ajoute la prise en charge des frais de location et de chauffage⁷. Si le chômeur est jugé rétif à sa réinsertion dans le monde du travail, le « *Job-Center* » dispose de moyens de rétention : il peut amputer cette somme

J. Salandi, *Die SPD. Anamnese einer Partei*, Baden Baden, Nomos, 2017, p. 105-109 ; K. Fertikh, *L'Invention de la social-démocratie. Une histoire sociale du congrès de Bad Godesberg*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, octobre 2020.

5. L'Allemagne enregistre une croissance nulle ou négative en 2002 et 2003, un déficit public supérieur aux 3 % autorisés par l'UE de 2001 à 2005 et jusqu'à 5 millions de chômeurs, soit 11,7 % des actifs, en 2005.

6. R. Lambert-Pollan, J. Massol, « Les nouveaux Länder : une transformation économique inachevée – entre héritage, ruptures et renouveau », in E. Dubslaff, H. Stark, J. Vaillant (dir.), *Dossier. L'Allemagne, trente ans après son unification, Allemagne d'aujourd'hui*, n° 232, Lille, 2020, p. 73-102.

7. En 2021, un chômeur vivant en couple touche 401 € et les enfants entre 283 € et 373 €, en fonction de leur âge, cf. S. Lothar, « Hartz-4 : Das ändert sich 2021 », *Frankfurter Rundschau*, 28 décembre 2020, disponible sur : www.fr.de.

forfaitaire de 30 ou 60 %, voire, pour les moins de 25 ans, en suspendre intégralement le versement. On le voit, Schröder n'hésite pas à précipiter les chômeurs de longue durée dans la précarité.

Parallèlement, le gouvernement social-écologiste se livre à une réforme fiscale dans le but affiché de réduire le coût du travail et donc d'accroître la compétitivité de l'Allemagne dans une économie mondialisée. Les tranches d'imposition maximales et minimales baissent significativement de 11 points pour atteindre 42 % et 15 % des revenus. En revanche, l'exemption des droits de succession pour les héritiers des entreprises qui maintiennent l'activité pendant 10 ans, les abaissements de charges et impôts de la finance ou encore l'encouragement à souscrire à un contrat de retraite complémentaire financierisé (« *Riester-Rente* », du nom du ministre du Travail de 1998 à 2002, Walter Riester) profitent autrement plus aux catégories les plus aisées de la population qu'aux classes moyennes ou inférieures⁸.

Précisons-le d'emblée, la première grande coalition (2005-2009) emmenée par la chancelière Angela Merkel n'offre pas aux sociaux-démocrates l'occasion d'un recentrage plus à gauche. Après avoir fait campagne contre la « taxe Merkel » (« *Merkel-Steuer* »), ils votent l'augmentation de la TVA de 3 points. En 2007, c'est le ministre du travail social-démocrate Franz Müntefering qui fait adopter la retraite à 67 ans. Lors des élections fédérales de 2009, avec son candidat Frank-Walter Steinmeier, étant de surcroît peu mobilisateur, le SPD perd 11,2 points et rejoint, exsangue, les bancs de l'opposition après onze années de pouvoir.

8. W. Herz, « Das größte Geschenk aller Zeiten », *Die Zeit*, 8 septembre 2005 ; M. Tambarin, « La Réforme des retraites en Allemagne : un modèle à suivre ? », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 210, octobre-décembre 2014, p. 184-203, p. 194-196.

L'éclatement du système partisan

Nombre d'électeurs mais aussi de militants sociaux-démocrates vivent la politique menée par le SPD entre 1998 et 2009 comme une trahison. Il n'est, dès lors, pas étonnant de constater l'émergence d'une force politique à gauche du SPD : l'Alternative électorale travail et justice sociale (*Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit* – WASG), dirigée par l'ancien social-démocrate Oskar Lafontaine, fusionne en 2007 avec le Parti du socialisme démocratique (*Partei des demokratischen Sozialismus* – PDS), successeur, en 1990, du SED, Parti socialiste unifié d'ex-RDA, pour fonder *Die Linke*⁹. Si cette formation ne parvient pas à s'ancrer durablement à l'Ouest, les 7 % dont elle est créditée actuellement au plan national n'en constituent pas moins un manque à gagner certain pour le SPD. Cela vaut tout particulièrement dans les nouveaux *Länder* : *Die Linke* devance le SPD en Thuringe (31 contre 8,2 % en 2019), en Saxe (10,4 contre 7,4 %) et en Saxe-Anhalt (11 contre 8,4 %) en 2021 et engrange une dizaine de pourcents à Brême (2018), dans le Brandebourg (2019) et à Hambourg (2020). Cette année, *Die Linke* connaît cependant des déconvenues en Rhénanie-Palatinat (3,6 %) et dans le Bade-Wurtemberg (2,5 %). Il est vrai que dans les deux cas, les ministres-présidents, la social-démocrate Malu Dreyer et l'écologiste Winfried Kretschmann, parviennent à mobiliser le gros de l'électorat du centre(-gauche). Le déclin relatif de *Die Linke*, comme, du reste, du SPD, s'explique par le fait que le vote populaire (ouvriers, chômeurs, anciens abstentionnistes) se tourne de plus en plus souvent vers le parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland* – AfD), notamment, mais non exclusivement, dans les nouveaux *Länder*¹⁰.

Au sein de la gauche, c'est un autre parti qui menace l'hégémonie traditionnelle du SPD. Tandis qu'aux dernières élections fédérales, l'Alliance '90/Les Verts (*Bündnis '90/Die Grünen*) n'avait recueilli que 8,9 % des voix, les élections régionales récentes¹¹ et les sondages

9. T. Holzhauser, « Quelle gauche en Allemagne ? Le parti Die Linke en pleine crise identitaire », *Notes du Cerfa*, n° 161, Paris, Ifri, avril 2021, p. 8-11.

10. F. Virchow, « Alternative für Deutschland (AfD), un parti d'extrême-droite ? », *Notes du Cerfa*, n° 152, Paris, Ifri, mars 2020, p. 13-15.

11. Depuis 2017, les Verts ont atteint les scores suivants : Basse-Saxe 8,7 %, Bavière 17,6 %, Hesse 19,8 %, Brême 17,4 %, Brandebourg 10,8 %, Thuringe 5,2 %, Hambourg 32,6 %, Bade-Wurtemberg 32,6 %, Rhénanie-Palatinat 9,3 % et Saxe-Anhalt 5,9 %. Soulignons qu'à

réalisés en vue des échéances de septembre prochain (entre 20 et 22 % contre 27 et 29 % pour les conservateurs) donnent des ailes au parti écologiste qui, pour la première fois, nomine, en la personne de sa co-présidente Annalena Baerbock, une candidate à la chancellerie (choix confirmé par le congrès du 12 juin 2021 à 98,5 % des voix). À la faveur de leurs succès électoraux, les Verts s'émancipent de leur rôle d'alliés naturels des sociaux-démocrates, en perte de vitesse, au sein de la gauche. S'ils en demeurent les partenaires dans 8 des 11 gouvernements régionaux auxquels ils participent, ils gouvernent aux côtés de la CDU en Bade-Wurtemberg, en Hesse et dans le Schleswig-Holstein (avec l'apport des libéraux du Parti libéral-démocrate [Freie Demokratische Partei – FDP] dans ce dernier). Cette ouverture au centre-droit reflète également la composition de la base militante et électorale des Verts dans la mesure où le parti mobilise la frange la plus diplômée et la plus aisée de la population, notamment les cadres du tertiaire et les fonctionnaires dans les centres-villes. Inversement, *Bündnis '90/Die Grünen* peine à percer auprès des plus de 60 ans, des ouvriers, chômeurs ou personnes peu qualifiées. Ce n'est donc pas sur son aile gauche que les Verts menacent le SPD ; ils exercent bien plutôt un attrait sur sa frange libérale, hédoniste et postmatérialiste qui s'est largement développée dans les décennies qui ont suivi 1968¹².

On le voit, au gré de l'éclatement de la gauche mais aussi de la droite, le SPD est aujourd'hui pris en tenaille entre trois concurrents aux profils contraires. L'enjeu pour lui est de reconquérir ses anciens électors déçus par son action.

l'exception de la Basse-Saxe (-5 %) et de la Thuringe (-0,5 %), les Verts obtiennent des scores en hausse, même en Allemagne de l'Est.

12. R. Inglehardt, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977. Sur les Verts, cf. A. Lensing, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement », *Notes du Cerfa*, n° 158, Paris, Ifri, janvier 2021 et F. Decker, « Wahlergebnisse und Wählerschaft der Grünen », Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2020, disponible sur : www.bpb.de.

Le dilemme de la social-démocratie allemande

Dans un article paru en décembre 2019 dans *Die Zeit*, le politologue Yascha Mounk décrit le dilemme auquel est confronté le SPD. Il part du principe que les intérêts des ouvriers syndiqués et des électeurs libéraux des centres-villes sont dorénavant irréconciliables : du point de vue économique et sociétal, les premiers en appellent à un État fort et protecteur, tandis que les seconds, plus libéraux et individualistes, rejettent l'étatisme et préfèrent payer moins d'impôts. Le SPD ne pouvant (plus) jouer sur les deux tableaux, Mounk enjoint au parti de renoncer au mantra du « nouveau centre », autrement dit, de sacrifier les derniers au profit des premiers. Il argue de ce que, dans le cas contraire, il peinerait à reconquérir un électorat plus aisé qui s'est tourné vers les Verts et pousserait de plus en plus « de petites gens » dans les bras de l'AfD. Inversement, le choix préconisé par le politologue revient à mener une politique économique et sociale au profit des ouvriers et employés subalternes tout en se départant de ses positions libertaires en matière sociétale et en prenant au sérieux les angoisses des conservateurs sociaux-démocrates quant à l'immigration¹³.

Les préceptes de Mounk sont en adéquation avec un très net recentrage programmatique à gauche imposé par la base du parti depuis une dizaine d'années. En effet, les présidents du parti social-démocrate Sigmar Gabriel (2009-2017) et Andrea Nahles (2018-2019) tâchent de refondre le fonctionnement interne en réaction aux dérives électorales successives. La démarche consiste à donner plus de poids à la base au détriment des permanents en vue de remotiver les troupes sociales-démocrates. Ainsi, en 2013 et 2017, la base est appelée à adopter les contrats de coalition¹⁴. Plus important pour notre propos, c'est encore elle qui a promu les nouveaux coprésidents, Saskia Esken et Norbert Walter-Borjans en leur donnant l'avantage

13. Y. Mounk, « Vergesst die Arbeiterklasse nicht! », *Die Zeit*, 1^{er} décembre 2019, disponible sur : www.zeit.de.

Mounk transpose les observations du politologue américain Mark Lilla sur l'élection présidentielle américaine de 2008 : selon lui, la campagne libertaire de Hillary Clinton à destination des libéraux des grandes villes a poussé les ouvriers du *rust belt* dans les bras de Donald Trump, cf. X. Cranach, M. v. Feldenkirchen, C. Hoffmann *et. al.*, « Duell der Generationen », *Der Spiegel*, 10/2021, p. 24-26.

14. E. Dubslaff, « Où va le SPD ? », *Notes du Cerfa*, n° 147, Paris, Ifri, mai 2019, p. 22 sq.

(53 %) sur le tandem Olaf Scholz et Klara Geywitz à l'automne 2019¹⁵. Ce faisant, les militants expriment leur préférence en faveur d'une ligne plus à gauche, soutenue par celui qui était alors le président médiatique des Jeunes socialistes (Jusos), Kevin Kühnert, et l'influente fédération de Rhénanie du Nord-Westphalie. Âgé aujourd'hui de 68 ans, le docteur en macroéconomie Norbert Walter-Borjans doit sa renommée à l'opiniâtreté avec laquelle il a combattu l'évasion fiscale vers la Suisse à l'époque où il était ministre des Finances du gouvernement de Hannelore Kraft à Düsseldorf entre 2010 et 2017. Ses faits d'armes sont notamment le blocage au *Bundesrat* d'un projet d'accord fiscal germano-suisse en 2011-2012 et l'achat systématique d'informations sur des tentatives de fraudes fiscales vers la Confédération helvétique, considérant que seule la peur du gendarme pouvait garantir les obligations fiscales. Sa colistière, la députée du Bade-Wurtemberg Saskia Esken, est inconnue du grand public lorsqu'elle est désignée par les militants. Résolument libertaire et membre de l'aile gauche du groupe parlementaire (*parlamentarische Linke*), elle a connu plusieurs vies : après avoir travaillé comme livreuse et serveuse, elle suit une formation en informatique mais ne travaille plus depuis la naissance de son premier fils en 1994.

Étant donné le profil des candidats, il convient de lire ce choix avant tout comme un camouflet infligé au ministre des Finances, Olaf Scholz, qui incarne le SPD « pragmatique » de l'ère schröderienne. Secrétaire général du SPD de 2002 à 2004, il veille à ce que le parti soutienne la politique du chancelier. Il prend également la suite de Franz Müntefering à la tête du ministère du Travail et des affaires sociales dans le 1^{er} gouvernement Merkel de 2007 à 2009. Sa plus grande victoire reste la reconquête de la très libérale ville-État de Hambourg où il obtient la majorité absolue des suffrages en 2011 et une solide majorité relative de 45,6 % 4 ans plus tard. Enfin, il ravit aux conservateurs le poste stratégique de ministre de Finances en 2018.

Le choix de la base sociale-démocrate traduit une volonté de mettre en adéquation le programme politique et la personnalité de ceux qui sont appelés à l'incarner.

15. En décembre 2019, le congrès intronise formellement Esken (75,9 %) et Walter-Borjans (89,2 %) comme co-présidents du SPD.

Le SPD garant de la politique sociale du gouvernement ?

Depuis 2009, le SPD est revenu sur bon nombre de ses propres décisions antérieures¹⁶. Dès son retour aux affaires en 2013, le SPD impose à ses partenaires conservateurs rien moins qu'une petite révolution. En introduisant le salaire minimum, il rompt avec le principe sacro-saint de l'autonomie tarifaire des partenaires sociaux pour lutter contre le phénomène des travailleurs pauvres, à l'accroissement duquel l'ère Schröder n'est pas étrangère, on l'a vu¹⁷. L'année suivante, la ministre du Travail sociale-démocrate Andrea Nahles fait adopter un retour de l'âge de la retraite à 63 ans, au grand dam des conservateurs¹⁸. En 2017, au sortir de la deuxième Grande coalition, le début de la campagne de Martin Schulz suscite une vague d'engouement : le « Monsieur Europe » du SPD passe pour un homme nouveau qui n'aurait aucun lien avec la politique schröderienne alors même qu'il a siégé au directoire du SPD entre 1999 et 2018. Sa personnalité et sa rhétorique de défense des « petites gens » déclenchent une « *Schulzmania* » médiatique qui permet au SPD de passer momentanément la barre des 30 % dans les sondages. Mieux, le parti enregistre quelque 10 000 nouvelles adhésions, soit une augmentation nette de ses effectifs en 2017, chose inouïe après des décennies de déclin. Dans un premier temps, la réorientation sociale-démocrate porte ses fruits même si, il est vrai, l'enthousiasme retombe dès le premier revers électoral en Sarre en mars 2017. En définitive, le SPD recule encore de 5,2 points pour plafonner à 20,5 % lors des élections fédérales de 2017¹⁹.

Las, le SPD entend se ressourcer sur les bancs de l'opposition, loin des obligations qu'impose l'exercice du pouvoir exécutif. Il s'en faut de la défection des libéraux du FDP de Christian Lindner au cours des négociations avec les partis conservateurs et les écologistes,

16. Sur les réorientations programmatiques du SPD depuis 2009, cf. F. Decker, « Die Programmatik der SPD », Bundeszentrale für politische Bildung, 2020, disponible sur : www.bpb.de.

17. B. Lestrade, « L'introduction du salaire minimum en Allemagne : premier bilan », *Notes du Cerfa*, n° 136, Paris, Ifri, février 2017.

18. D. Siems, « Die teure Realität der Rente mit 63 », *Die Welt*, 12 février 2019, disponible sur : www.welt.de.

19. E. Dubslaff, « Le SPD dans le contexte de la crise de la social-démocratie en Europe », in H. Stark, J. Vaillant (dir.), *Dossier Les élections fédérales du 27 septembre 2017, Allemagne d'aujourd'hui*, n° 222, octobre-décembre 2017, p. 143-148.

et de l'insistance du Président fédéral Steinmeier pour que les sociaux-démocrates se résignent à assurer un dernier mandat à Angela Merkel en 2018²⁰. Or, force est de constater que la grande coalition ne réussit pas électoralement au SPD (pas plus qu'elle n'avait réussi au FDP en 2013). La gestion remarquable de la crise économique mondiale à partir de 2008, notamment par le ministre des Finances Peer Steinbrück, ne suffit pas à mobiliser le vote populaire en faveur des sociaux-démocrates, alors même que ce sont eux qui imposent la prorogation de la réduction du temps de travail en vue d'éviter les licenciements secs dans l'industrie²¹. C'est encore sous leur impulsion qu'est introduit le salaire minimum en 2015. La décision d'accueillir plus d'un million de migrants, notamment syriens, en 2015 est soit mise au crédit de l'éthique humanitaire de la chancière, soit décriée comme un acte qui menacerait la société allemande dans son identité, y compris dans les milieux ouvriers qui étaient traditionnellement acquis à la cause sociale-démocrate.

Dans l'actuel gouvernement, enfin, le ministre du Travail Hubertus Heil a pu introduire en 2021 la « retraite du respect » (« *Respektrente*²² ») qui vient augmenter les revenus de ceux qui ont eu une carrière longue mais dont les salaires bas n'ouvrent pas de droits à des retraites à la hauteur de leurs mérites. Sans doute plus déterminante dans le cadre de la campagne électorale qui s'ouvre, la gestion de la crise économique induite par la crise sanitaire de la COVID-19 par le ministre des Finances Scholz ne lui vaut actuellement pas plus d'intentions de vote qu'à Steinbrück en son temps. Il est vrai qu'en cette qualité, Scholz s'est fait fort, jusqu'en 2020, de maintenir le « zéro noir » (« *die schwarze Null* »), c'est-à-dire l'équilibre budgétaire. Après avoir été salué comme une prouesse politique de son prédécesseur chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble en 2014, l'équilibre budgétaire en tant que solution miracle est remis en cause par bon nombre d'économistes au motif qu'en l'absence d'investissements suffisants, les innovations se font rares et les infrastructures se dégradent. Face aux retombées de la crise sanitaire mais aussi aux revendications de son propre camp en faveur d'investissements d'avenir, le ministre et candidat Scholz doit passer outre l'article 109 alinéa 3 de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) qui interdit, depuis 2011, les déficits budgétaires, et emprunter

20. K.-R. Korte, *Gesichter der Macht. Über die Gestaltungspotentiale der Bundespräsidenten. Ein Essay*, Francfort sur le Main, Campus Verlag, 2019, p. 154.

21. Les succès de la gestion de crise sont mis au crédit de la cheffe du gouvernement, cf. T. Obermeier, J. Kühl, « Arbeitsmarktpolitische Reaktionen auf die Krise: Deutschland und Europa », Bundeszentrale für politische Bildung, 2016, disponible sur : www.bpb.de.

22. Le nom-slogan fait mouche et s'en trouve élu « mot de l'année 2019 ».

massivement après sept années d'équilibre²³. Il s'agit là tout à la fois d'un revirement rendu nécessaire par la situation économique et d'une concession à ses opposants internes au sein du parti, Esken et Walter-Borjans, qui font planer le doute après leur élection fin 2019 sur la possibilité de mener la grande coalition à son terme²⁴. Scholz sait que s'il veut se maintenir aux affaires et devenir le candidat à la chancellerie, il ne peut ignorer la réorientation programmatique qui a cours dans son parti depuis 2009, mieux, il doit l'embrasser. Depuis sa nomination comme candidat à l'été 2020, Scholz sait donner l'image d'un leader social-démocrate en adéquation avec le programme de son parti alors même qu'au premier abord, celui-ci paraît beaucoup plus à gauche que l'homme censé l'incarner.

23. L. Haffert, « Die "Schwarze Null" ist Geschichte. Aber hat sie eine Zukunft? », in *APuZ*, Bundeszentrale für politische Bildung, 48/2020, p. 4-10 ; M. Schieritz, « Das Geheimnis der schwarzen Null », *Die Zeit*, 5 décembre 2019, disponible sur : www.zeit.de.

24. S. Brun, « Esken und Walter-Borjans als Parteivorsitzende: SPD-Basis entscheidet sich für das ganz große Experiment », *Süddeutsche Zeitung*, 30 novembre 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

Remaniements programmatisques

Nonobstant les quelques acquis sociaux-démocrates arrachés aux conservateurs, le SPD n'a pas su imposer un véritable coup de braquet à gauche au gouvernement fédéral. Sur le plan programmatique cependant, le SPD renie de plus en plus ouvertement l'héritage de Schröder. Depuis les élections européennes de 2019, le SPD revendique de diminuer – mais non supprimer entièrement – la dimension punitive que prévoit « Hartz IV », rebaptisé pour l'occasion « allocation citoyenne » (« *Bürgergeld* »). De plus, les droits des chômeurs doivent être étendus : le versement de « *l'Arbeitslosengeld I* » doit se poursuivre au-delà d'une année, si l'intéressé suit une formation (« *Arbeitslosengeld Q* » comme « *Qualifikation* ») qui favorise sa réinsertion dans le monde du travail. Enfin, la durée de cotisation doit entrer en ligne de compte pour le calcul des droits. Cet ensemble de points programmatiques s'adresse prioritairement aux électeurs défavorisés. Cependant, comme le suggère le titre de D. Esslinger en 2019, le SPD n'a pas accompagné cette réorientation à gauche d'une campagne de communication offensive²⁵.

Le programme électoral rédigé par le candidat désigné, Olaf Scholz, et les coprésidents Esken et Walter-Borjans, s'inscrit dans la continuité de la réorientation à gauche²⁶. Le maître-mot en est le « respect » dû à chacun²⁷. C'est en vertu de ce principe que le salaire minimum doit être porté de 9,50 € brut par heure actuellement à 12 € (au lieu des 10,45 € que prévoit la loi à l'horizon du 1^{er} juillet 2022). En matière sociale et fiscale, la base électorale du SPD – les « petites gens » et les classes moyennes – doit également être privilégiée au détriment des électeurs plus aisés. Quelques exemples suffiront à s'en convaincre. Actuellement, chaque enfant vaut des abattements fiscaux à ses parents ainsi que 210 €

25. D. Esslinger, « Wie die SPD Hartz IV verschwinden lässt », *Süddeutsche Zeitung*, 8 février 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de; D. Böcking, F. Diekmann, « Fördern und fordern – jetzt mit neuer Rezeptur », *Spiegel-Online*, 1^{er} mars 2021, disponible sur : www.spiegel.de.

26, « Aus Respekt vor deiner Zukunft. Das Zukunftsprogramm der SPD », Vorstand der SPD, mai 2021, disponible sur : www.spd.de/respekt.

27. H. Monath, « Respekt als Dreh- und Angelpunkt und ganz viel Fortschritt », *Der Tagesspiegel*, 1^{er} mars 2021, disponible sur : www.tagesspiegel.de et l'interview de Scholz « "Das wird ein harter Ritt" », *Spiegel-Online*, 14 août 2020, disponible sur : www.spiegel.de.

d'allocations familiales. Les familles pauvres sont doublement désavantagées : tandis que, faute de revenus suffisants, les abattements ne leur profitent guère, les allocations sont comprises dans la quote-part que touchent les bénéficiaires de Hartz IV. Par l'introduction d'un « revenu minimum » pour chaque enfant, le SPD veut inverser la tendance. Non seulement les abattements fiscaux seraient supprimés, mais le niveau du « revenu minimum », compris entre 250 et 528 € par enfant, serait calculé de manière inversement proportionnelle aux revenus des parents. Il servirait par conséquent un objectif de redistribution.

Le même principe préside aux autres mesures fiscales envisagées qui rompent avec la politique schröderienne. Prenant le contre-pied de la politique de thésaurisation menée par les ministres des Finances successifs de Merkel depuis 2011 – dont un certain Olaf Scholz –, le SPD entend se livrer à des investissements d'avenir, notamment en matière d'infrastructures et de numérisation tous azimuts. Pour les financer, il envisage de réintroduire une « taxe des riches » (« *Reichensteuer* ») : l'imposition de la tranche maximale, due à partir de 250 000 € de revenus pour un célibataire ou 500 000 pour un couple, doit croître de 3 points pour atteindre 48 %. De plus, le SPD entend supprimer le fractionnement des revenus entre époux (« *Ehegattensplitting* ») qui permet de lisser des revenus très inégaux sur les deux conjoints afin d'abaisser leur niveau d'imposition. La suppression du *Ehegattensplitting* permettrait de satisfaire autant les petites gens que les libertaires en ce que le régime actuel favorise plutôt les familles aisées et pérennise le modèle de l'homme nourricier et de la mère au foyer (ou employée à temps partiel), modèle que réprouve l'aile postmatérialiste du SPD.

Le « programme d'avenir » de Scholz ne s'en tient pas à ces mesures qui figurent déjà dans les derniers programmes électoraux du SPD. Il prône bien plutôt l'introduction d'un impôt sur la fortune (« *Vermögenssteuer* ») d'un pourcent au profit des *Länder* et d'un droit de succession-plancher pour les héritiers de grandes entreprises²⁸. À l'instigation du désormais vice-président du SPD Kevin Kühnert, le parti entend combattre l'enchérissement des loyers dans les métropoles allemandes. À la suite des privatisations des organismes de construction de logements sociaux municipaux et à l'insuffisant investissement étatique ces dernières décennies, les foyers modestes et les jeunes peinent de plus en plus à se loger. Aussi le SPD prône-t-il d'encadrer les loyers, c'est-à-dire d'en interdire les

28. D. Böcking, F. Diekmann, « Fördern und fordern... », *op. cit.* ; A. Himmelrath, C. Teevs, « Mehr Sozialstaat, mehr Klimaschutz – und die Vermögenssteuer », *Spiegel-Online*, 28 février 2021, disponible sur : www.spiegel.de et M. Szymanski, « Vermögenssteuer, Korrekturen an Hartz IV und ein Tempolimit », *Süddeutsche Zeitung*, 28 février 2021, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

augmentations au-delà du niveau de l'inflation pendant 5 années afin de soustraire l'habitat à la spéculation. Là comme ailleurs, « le bien commun doit passer avant le rendement », résume Kühnert dans une interview accordée dans *Die Zeit*²⁹.

On le voit, toutes ces mesures servent une fin : faire en sorte que les franges les plus aisées de la population allemande participent davantage à l'effort collectif. Pour le co-président Walter-Borjans qui, ce faisant, réaffirme le primat du politique sur l'économique, tel qu'il figure dans le Programme fondamental de Hambourg de 2007, cette réorientation obéit à des logiques de morale (« *Anstand* »)³⁰. La mise en exergue de la « décence » et du « respect » dû à tout un chacun mais aussi tout particulièrement aux « petites gens » comporte en creux une accusation portée contre les partis conservateurs qui auraient bloqué toute avancée sociale ces dernières années sinon décennies. À la lecture du programme, il apparaît clairement que les chrétiens-démocrates et les chrétiens-sociaux (CDU-CSU) emmenés par Armin Laschet sont les adversaires principaux du SPD, tandis que les Verts font office de principaux concurrents³¹.

En toute logique, le SPD n'entend pas pour autant abandonner la question écologique aux Verts. Ainsi met-il en avant, à l'instar de ces derniers, le besoin de rendre l'économie compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique d'ici à 2050 (« *klimaneutrale Wirtschaften* »). De surcroît, le SPD plaide pour une limitation de la vitesse sur les autoroutes à 130 km/h et pour l'augmentation de la part des véhicules électriques dans les parcs automobiles privé et public³². Saskia Esken souligne cependant le fait qu'en matière de méthode, les sociaux-démocrates privilégient les incitations aux interdictions qui seraient, en creux, l'apanage des écologistes. Et la co-présidente d'ajouter que ces mesures ne doivent pas se faire sur le dos des « petites gens »³³.

L'aile libérale-écologique du SPD risque de trouver ces mesures bien maigres au regard du tournant social du parti. Il est en effet des sociaux-démocrates qui voient d'un mauvais œil la tentation d'abandonner les centres-villes aux écologistes. En témoigne *a contrario* la levée de boucliers qu'ont suscitée les deux controverses récentes autour de Wolfgang Thierse et Gesine Schwan. En mars

29. Cf. l'interview de Kühnert « "Wir wollen den bundesweiten Mietenstopp" », *Die Zeit*, 6 mai 2021.

30. Cf. l'interview de Walter-Borjans « "Wir sind politisch tot, wenn..." », *Die Zeit*, 6 janvier 2021 et F. Decker, « Die Programmatik der SPD », *op. cit.*

31. M. Szymanski, « Seine Kampagne atmet die Angst », *Süddeutsche Zeitung*, 9 mai 2021, disponible sur : www.sueddeutsche.de et T. Péter, « Ein Gentleman und ein Haudrauf », *Frankfurter Rundschau*, 10 mai 2021, disponible sur : www.fr.de.

32. M. Szymanski, « Vermögenssteuer... », *op. cit.*

33. Cf. l'interview d'Esken « "Kein Mensch muss innerhalb Deutschlands fliegen..." », *Die Zeit*, 24 février 2021.

dernier, l'ancien président du *Bundestag*, figure de proue de la social-démocratie est-allemande résolument classé à gauche et connu pour son combat inlassable contre l'extrême-droite, publie une tribune dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, dans laquelle il appelle son parti à se consacrer à la question de justice sociale plutôt que de se concentrer sur la défense des intérêts d'identités particulières, nommément d'ordre LGBTQIA+. Ainsi argue-t-il que le SPD doit mener une bataille collective pour l'égalité salariale, indépendamment du genre ou des identités des intéressés. La réponse de S. Esken, coprésidente très libertaire du SPD, ne se fait pas attendre : elle se fend d'un *tweet* – rédigé en écriture inclusive – pour témoigner du « dégoût » que lui inspirent les thèses « réactionnaires de certain-es représentant-es du SPD ». Il s'en faut de l'intercession de Kevin Kühnert et de Martin Schulz pour que Thierse ne quitte pas le parti³⁴. Peu après, Gesine Schwan, présidente de la Commission des valeurs du SPD, est elle aussi prise à partie par des militants de l'association sociale-démocrate gay SPDqueer car elle aurait manqué de sensibilité à la question LGBTQIA+ au cours d'une table ronde qu'elle organisait. Ces passes d'armes, qui font oublier que l'adoption du mariage pour les homosexuels en juin 2017 est avant tout le fait du SPD et des députés progressistes du *Bundestag*, révèlent que les clivages au sein du parti sont de multiples natures : ils opposent conservateurs et libertaires mais aussi jeunes et vétérans (Thierse et Schwan ont 77 ans, Esken ou Kühnert 59 et 31 ans) et enfin grandes villes et périphéries³⁵.

34. X. Cranach, M. Feldenkirchen, C. Hoffmann *et al.*, « Duell der Generationen », *op.cit.*

35. M. Bartsch, H. Gude, K. Hammerstein *et al.*, « Allein mit Scholz wird's nicht gehen », *Der Spiegel*, 7 mai 2021, p. 28-31.

Campagne électorale et possibles coalitions

À plusieurs égards, la situation électorale est inouïe cette année. Pour la première fois depuis 1949, le/la chef(fe) du gouvernement n'est pas candidat(e) à sa propre succession. Il s'agit *a priori* d'une bonne nouvelle pour le SPD à double titre. D'une part, la science politique a établi qu'en Allemagne le/la sortant(e) bénéficie d'un avantage certain (« *Kanzlerbonus* ») sur ses challengers³⁶. De plus, il est dans le caractère d'Angela Merkel de n'offrir aucune prise à ses adversaires et de se refuser aux joutes, Martin Schulz en a fait les frais en 2017³⁷. Enfin, le tempérament posé et son image de politicien chevronné pourraient valoir à Scholz des voix parmi ceux qui auraient souhaité la reconduction d'Angela Merkel pour un cinquième mandat. Il est significatif de ce point de vue qu'Armin Laschet semble lui aussi vouloir offrir une solution de continuité avec la chancelière sortante.

Ajoutons que, contrairement aux dernières campagnes sociales-démocrates mais aussi à la différence des partis conservateurs, le SPD offre, cette fois-ci, le spectacle d'un parti uni. Non seulement la CDU a connu une lutte fratricide durant les derniers mois de 2020 entre Armin Laschet, Friedrich Merz et Norbert Röttgen pour conquérir la présidence de la CDU, mais le vainqueur de ce « premier tour », Armin Laschet, a dû affronter le ministre-président bavarois et président de la CSU, Markus Söder, au printemps, avant de se voir conférer enfin l'investiture de son parti³⁸. À l'inverse, Olaf Scholz fait rétrospectivement figure de candidat naturel du SPD. Faisant le pari de susciter l'intérêt des médias en lançant la campagne inhabituellement tôt, les deux co-présidents sociaux-démocrates nominent celui qui est alors le social-démocrate le plus populaire dans les sondages dès août 2020, plus d'un an avant l'élection. L'intronisation de Scholz par le congrès le 9 mai dernier valide ce choix à 96,2 %.

36. J. Hainmüller, H. L. Kern, M. M. Bechtel, « Wahlkreisarbeit zahlt sich doppelt aus. Zur Wirkung des Amtsinhaberstatus einer Partei auf ihren Zweitstimmenanteil bei den Bundestagswahlen 1949 bis 1989 », in R. Bräuninger, J. Behnke (dir.), *Jahrbuch für Handlungs- und Entscheidungstheorie*, n° 4, Opladen, Leske+Budrich, 2006, p. 9-43.

37. E. Dubsloff, « Le SPD dans le contexte de la crise... », *op. cit.*, p. 146.

38. F. Decker, « L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel », *Notes du Cerfa*, n° 157, Paris, Ifri, décembre 2020, p. 17-20 et U. Reitz, « Söder oder Laschet ? Die K-Frage wird nun an zwei Fronten ausgefochten », *Focus*, 19 avril 2021, disponible sur : www.focus.de.

Tant d'harmonie au sein du Parti social-démocrate peut aussi faire oublier que le terme de « campagne » est emprunté au registre militaire. Mais, d'une part, Scholz est privé d'adversaires jusqu'à la désignation de Laschet et Baerbock en avril 2021 de sorte qu'il égrène son programme tel un « lutteur de tai-chi », sans pour autant faire mouche³⁹. D'autre part, le magazine *Der Spiegel* révèle que le directeur de la campagne, qui n'est autre que le Secrétaire général du SPD Lars Klingbeil, n'a pas su mettre à profit le relatif calme qui règne dans son parti pour échafauder des stratégies en fonction des faiblesses des candidats adverses⁴⁰. La campagne que mène le SPD en juin 2021 contre le ministre de la Santé chrétien-démocrate, Jens Spahn, autour de la commande puis de la distribution de masques chirurgicaux de piètre qualité à des personnes défavorisées sert sans doute à raviver dans la conscience des électeurs le scandale qui a éclaboussé les députés conservateurs Nikolas Löbel, Mark Hauptmann, Niels Korte, Alfred Sauter et Georg Nüßlein. Ceux-ci sont accusés d'avoir perçu des commissions pour leur rôle d'intermédiaires en vue de la livraison de masques à l'époque où l'Allemagne en manquait cruellement⁴¹.

Assurément, cette campagne vise également à faire oublier les deux affaires financières qui entachent la gestion politique de Scholz. Ainsi, le ministre des Finances et son collègue chrétien-démocrate en charge de l'Économie, Peter Altmaier, s'accusent mutuellement de ne pas avoir su déceler les fraudes qui ont entraîné la faillite spectaculaire de l'entreprise Wirecard en juin 2020. L'autre affaire remonte à 2016-2017 : l'ancien édile est en peine d'expliquer devant la commission d'enquête parlementaire hambourgeoise pourquoi, sous son autorité, le ministère des Finances régional n'a pas cherché à toucher les arriérés que la Warburg Bank devait au titre de son implication dans le scandale de fraude fiscale « cum-ex »⁴².

On le voit, le ton monte entre les partis de coalition. Au terme de trois grandes coalitions en quatre législatures, les « *Volksparteien* » sont exsangues et chercheront sans nul doute à éviter une nouvelle alliance de gouvernement. Le candidat Scholz n'a de cesse de répéter qu'il brigue la chancellerie et doit donc se chercher des appuis auprès

39. C. Teevs, « Der Schattenboxer », *Spiegel-Online*, 1^{er} mars 2021, disponible sur : www.spiegel.de et P. Carstens, « Ein Kandidat, kein Gegner mehr », *FAZ.net*, 9 mai 2021, disponible sur : www.faz.net.

40 M. Bartsch, H. Gude, K. Hammerstein *et al.*, « Allein mit Scholz wird's nicht gehen », *op.cit.*

41 G. Ismar, « Die SPD agiert, als wäre sie schon in der Opposition », *Der Tagesspiegel*, 9 juin 2021, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

42 M. Greive, J. Hildebrand, « Wirecard-Skandal : Aufklärer wollen sich nun Scholz und seine Spitzenbeamten vorknöpfen », *Handelsblatt*, 10 mars 2021 et C. Kapalschinski, V. Votsmeier, « Scholz will sich im Cum-Ex-Skandal an nichts erinnern », *Handelsblatt*, 30 avril 2021, tous deux disponibles sur : www.tagesspiegel.de.

d'autres partis. S'il ne veut impliquer la CDU-CSU et exclut toute collaboration avec l'AfD, deux coalitions pourraient le porter au pouvoir, à condition toutefois que le SPD arrive en tête parmi les partis de gouvernement.

Une alliance du bloc de gauche avec les écologistes et *Die Linke* paraît envisageable, maintenant qu'Oskar Lafontaine et que son épouse Sahra Wagenknecht ne président plus aux destinées du parti de gauche radicale. Cette perspective présenterait l'avantage de s'inscrire dans le prolongement de la réorientation à gauche du SPD et de la timide ouverture vers le centre que *Die Linke* a opérée en matière de pacifisme et de politique étrangère afin d'accéder aux affaires à l'échelle nationale⁴³. Le SPD a lui-même connu en 2020 des débats houleux en matière de défense qui ont ébranlé la coalition en place. Ainsi, le président du groupe parlementaire du SPD Rolf Mützenich et le co-président Norbert Walter-Borjans, résolument pacifistes, se sont-ils publiquement inscrits en faux contre l'achat de drones armés, précipitant la démission de Fritz Felgentreu, le porte-parole du groupe parlementaire en matière de défense. Les mêmes protagonistes se sont également opposés à l'achat d'avions de chasse F-18 américains. Ceux-ci viendraient remplacer les *Tornado* datant des années 1970, dont l'une des missions serait, le cas échéant, de larguer des bombes nucléaires américaines stationnées sur le sol allemand selon le principe de « partage nucléaire » (« *nukleare Teilhabe* ») de l'OTAN. Plus généralement, ils ont plaidé pour le retrait de ces bombes américaines. Enfin, l'augmentation du budget de la défense à 2 % du PIB, tel que s'y sont engagés les pays membres de l'OTAN au lendemain de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, ne fait pas l'unanimité non plus. De tels débats nuisent à l'autorité du ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, favorable à toutes ces mesures qui s'inscrivent dans le prolongement des choix stratégiques de dissuasion qu'avait opérés le SPD sous l'autorité de Helmut Schmidt. Nonobstant ces débats internes, le SPD est globalement plus proche des conservateurs sur les questions de défense et de sécurité que des autres partis de gauche : en témoigne le soutien indéfectible des députés sociaux-démocrates lors de votes solennels sur les opérations extérieures de la *Bundeswehr* (97,7 % de votes positifs) durant la législature en cours. Leur statut de parti d'opposition ne suffit pas à expliquer le pacifisme affiché par les partenaires putatifs de gauche⁴⁴. Quoi qu'il en soit, avec environ 47 %

43. T. Holzhauser, « Quelle gauche en Allemagne ?... », *op. cit.*, p. 23-27.

44. P. Maurice, « Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures », *Notes du Cerfa*, n° 160, Paris, Ifri, avril 2021 ; F. Felgentreu, « La politique de défense sociale-démocrate à notre époque », in J.-L. Georget, H. Stark, J. Théron et al. (dir.), *Dossier La Bundeswehr entre géopolitique et société, Allemagne d'aujourd'hui*, n° 235, janvier-mars 2021, p. 192-202 et

dans les sondages, il est peu probable qu'une telle coalition voie le jour, d'autant plus que les Verts, s'ils arrivent en tête de cette triade, pourraient être tentés de s'émanciper du bloc de gauche qui leur aliénerait une partie de leur électorat conservateur.

L'autre option réunirait SPD, écologistes et libéraux. Elle aurait le double avantage d'être actuellement possible arithmétiquement et de moins rebuter les électeurs « bourgeois » qu'un bloc de gauche. Il n'en reste pas moins que les négociations avec le FDP seraient ardues. Tout comme les sociaux-démocrates, les Verts proposent, eux aussi, un vaste programme d'investissement écologique, mais ces plans risquent de rester lettre morte, tant il est vrai que les libéraux s'opposent avec véhémence aux augmentations d'impôts prévues, d'autant plus qu'elles toucheraient leur cœur de cible, c'est-à-dire les couches les plus aisées de la population et les petits entrepreneurs. Plus généralement, les libéraux sont réticents, par nature, à interférer dans les affaires tandis que les Verts voient dans la protection de l'environnement un impératif non négociable. Et même si les deux partis de centre gauche obtenaient gain de cause au motif qu'il s'agit d'investissements d'avenir en phase avec les obligations faites au printemps par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe de respecter la justice intergénérationnelle⁴⁵, les sociaux-démocrates ne parviendraient pas à faire accepter leur programme de redistribution sociale. Autrement dit, le SPD devrait de nouveau faire volte-face et s'inscrire dans la lignée de l'ère Schröder. Cependant, Scholz n'éprouverait sans doute aucun mal à incarner une telle coalition. Étant donné que, de surcroît, les écologistes et les libéraux ne cachent pas leur impatience de gouverner, une telle coalition semble plus que possible. Elle deviendrait même probable si les Verts arrivaient en deuxième position derrière les partis conservateurs mais devant les sociaux-démocrates et les libéraux car la coutume veut que le plus grand parti de coalition préempte le poste de chef(fe) du gouvernement. Il y a fort à parier qu'ils préféreraient élire une chancelière Annalena Baerbock plutôt qu'un chancelier Armin Laschet.

Tant que le SPD restera derrière les écologistes, il est quasi exclu qu'il conquière la chancellerie. À défaut, il aurait sans doute tout intérêt à œuvrer comme premier parti d'opposition.

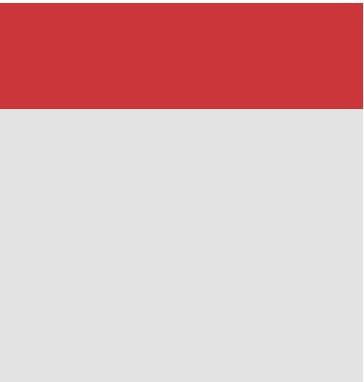
M. Thumann, « Abrüstung geht anders », *Die Zeit*, 19 mai 2020, disponible sur : www.zeit.de.

Merkel aura composé avec trois ministres des Affaires étrangères sociaux-démocrates Frank-Walter Steinmeier, Sigmar Gabriel et Heiko Maas.

45. B. Ulrich, « Befreiung der Freiheit », *Die Zeit*, 29 avril 2021, disponible sur : www.zeit.de.

Les dernières publications du Cerfa

- W. Zellner, « [L'importance de l'OSCE dans la diplomatie allemande](#) », *Notes du Cerfa*, n° 163, juillet 2021.
- U. Jun, « [Élections fédérales allemandes : le retour au pouvoir des libéraux-démocrates du FDP ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 162, juin 2021.
- T. Holzhauser, « [Quelle gauche en Allemagne ? Le parti Die Linke en pleine crise identitaire](#) », *Notes du Cerfa*, n° 161, mai 2021.
- P. Maurice, « [Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures](#) », *Notes du Cerfa*, n° 160, avril 2021.
- F. Chr. Matthes, « [La sortie du charbon pour la production d'électricité en Allemagne : un modèle pour l'Europe ?](#) », *Études de l'Ifri*, avril 2021.
- M. Krpata, « [L'automobile, talon d'Achille de l'industrie allemande ?](#) », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2021.
- U. Eith, « [Le Bade-Wurtemberg sous la direction des Verts – Bilan des deux mandats de Winfried Kretschmann à la tête du Land](#) », *Notes du Cerfa*, n° 159, Ifri, mars 2021.
- A. Lensing, « [Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 158, janvier 2021.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org